



Union
syndicale
Solidaires

Communiqué de presse

Rennes, 24 mai 2021

Contre les violences faites aux lycéen·nes

Depuis 15 jours, les lycéen·nes du lycée Bréquigny à Rennes se mobilisent et bloquent leur établissement.

Comme d'autres lycées mobilisés en France, ils et elles réclament l'annulation des épreuves de fin d'année et la validation de leurs diplômes par le contrôle continu comme cela avait été le cas l'an dernier en raison du contexte sanitaire. Mais, **le rectorat de Rennes a fait le choix du recours systématique aux forces de l'ordre.**

Depuis lundi 10 mai, quatre fourgons de la compagnie départementale d'intervention sont chaque jour devant le lycée. Les policiers font usage de la force sans retenue avec l'assentiment de notre académie : un élève tombé au sol a été frappé à coup de matraque le 10 mai, utilisation des gaz lacrymogènes le 19 mai.

C'est le vendredi 21 mai que la violence a été la plus brutale et inacceptable : les élèves ont dû faire face aux matraques télescopiques, à des insultes, menaces, coups ; une élève a été frappée, menottée et mise en garde à vue et devra comparaître le 20 septembre prochain pour rébellion et violences volontaires contre un agent dépositaire de l'autorité publique alors qu'elle se débattait lors de son interpellation. D'autres élèves, dont nous livrons **2 témoignages joints**, ont été victimes de menaces, coups, insultes sexistes et agressions.

La tension monte chaque jour davantage devant cet établissement ; même rassemblé.es pacifiquement devant leur lycée avec slogans, chants, danses et stand up théâtral, les lycéen·nes font désormais face à une répression policière systématique.

SUD Éducation 35 rappelle que le ministère est l'unique responsable de la dégradation du climat scolaire. Depuis l'année dernière, le ministère réprime toutes les mobilisations contre la réforme du baccalauréat, qu'il souhaite maintenir coûte que coûte. Compagnie départementale d'intervention, CRS, gendarmes mobiles : c'est l'école de la confiance vue par le ministre Blanquer.

SUD Éducation 35 soutient la mobilisation lycéenne et exige l'arrêt des violences et menaces à l'encontre des élèves mobilisé.es.

SUD Éducation 35

m 3-5 rue de Lorraine 35000 Rennes

n 07.83.49.31.45

e syndicat@sudeducation35.fr

u sudeducation35.fr

F facebook.com/sudeduc35/

t twitter.com/sudeduc35



Notre syndicat exige qu'aucune répression, policière ou administrative, ne s'exerce sur les élèves qui défendent à raison leurs droits et leurs revendications.

Nous demandons la suppression de la plainte à l'encontre de l'élève arrêtée vendredi dernier.

SUD Éducation 35 Solidaires

Témoignages de violences sur les lycéen·nes à Bréquigny le vendredi 21 mai

Témoignage 1 :

« Vendredi 21 mai, blocage du lycée Bréquigny organisé par les lycéens militants de ce dernier. Les grilles principales du lycée étant ouvertes et impossibles à condamner (mesures mises en place par l'administration de Bréquigny), nous avons décidé de bloquer à l'aide de poubelles. Nous avons remonté et nous en avons collectés une demi-douzaine. Nous sommes ensuite descendus par la grande route qui mène à l'entrée principale du lycée. Nous nous sommes retrouvés face à deux camions de police, qui ont accéléré. De peur de se faire écraser, on a lâché les poubelles. Des policiers sont aussitôt descendus des camions en hurlant et en frappant les poubelles avec leur matraques télescopiques. Ils nous ont couru après. Voyant un.e camarade en difficulté, j'ai foncé vers lui.elle pour lui porter soutien et éviter l'embarcation.

Je me suis fait.e maîtrisé.e par deux policiers, dont mon agresseur. Je n'obtempère pas de suite, et je leur crie de me lâcher. Là, le policier à l'origine des abus me dit "bouge pas, j'vais te défoncer". Il me le répète plusieurs fois. Il se contrôle à peine, il est très violent. Les deux policiers me traînent de force derrière un arbre et me disent que de cette façon "ils (les autres militants) ne prendront pas de photos". Le policier qui m'avait menacé m'attrape par le col et presse son bras sur ma gorge. Je suis coincé.e contre l'arbre. Le policier m'attrape violemment l'entre-jambe et commence à me toucher. Ça a duré un moment qui m'a semblé extrêmement long, il m'a dit "t'aime ça p'tite salope". Sa haine est palpable. Je suis tétanisé.e, je lui dis d'arrêter de me toucher, il continue. Il me dit "au moindre geste, j'te pète les dents". Il n'arrête pas de me répéter qu'il va me "tringler" et qu'au moindre geste il me "démonte". J'ai laissé tomber l'idée de me défendre, il est visiblement en colère. Il ne le cache pas. Pendant ce temps, son collègue fouille mon sac. J'entends des remarques sur le genre associé au prénom présent sur ma carte d'identité. Jusqu'au moment où j'ai eu le droit de ramasser mes affaires éparpillées sur le sol, le policier n'a pas cessé de me coincer contre l'arbre avec son bras en me répétant : "juste un geste et j'te pète les dents". Quand il a enfin dû lâcher prise, il m'a fait savoir que si il me revoyait il me

violerait, "si j'te revois, j'te tringle, j'te démonte". Pendant toute l'interpellation, il n'a pas cessé de me rabaisser, de me faire comprendre que je n'étais rien et que je méritais chaque chose qu'il a fait, et me menaçait de faire. Tout cela en insultant ma "famille de connards" au passage. J'insiste sur l'omniprésence de la vulgarité de ses propos, de la violence dans chacun de ses gestes. En particulier l'attouchement qu'il m'a fait subir. Je suis mineure et je m'en souviendrai. Ma colère est légitime, la sienne ainsi que ses gestes sont injustifiables.»

Témoignage 2 :

« Avec une amie, on est arrivé vers 7h20 à l'arrêt Félix Eboué et en descendant du bus on a vu d'autres élèves avec des barrières. On est allé les voir pour savoir s'ils avaient besoin d'aide et on a vu une voiture de police arriver. Arrivé à notre niveau, les portières se sont ouvertes alors que la voiture n'était même pas complètement arrêtée et 4 policiers sont sortis et ont directement dégainé leur matraque, alors que nous étions loin du lycée et que nous n'avions rien fait qui méritait une intervention. Les autres élèves sont partis en courant et mon amie n'a pas bougé. Je l'ai attrapée et on a marché entre les policiers. Nous avons eu extrêmement peur de nous faire taper alors que cela ne faisait même pas 5 minutes que nous étions là. En passant, on les a entendu dire « Alors, ça court les petites putes » et rigoler, en parlant des autres élèves. On a eu de la chance et c'est triste de le dire. Je ne sais pas ce qui est arrivé aux autres élèves. »

SUD Éducation 35 soutient la mobilisation lycéenne et exige l'arrêt des violences et menaces à l'encontre des élèves mobilisé.es.

Notre syndicat exige qu'aucune répression, policière ou administrative, ne s'exerce sur les élèves qui défendent à raison leurs droits et leurs revendications.

Nous demandons la suppression de la plainte à l'encontre de l'élève arrêtée vendredi dernier.

SUD Éducation 35 Solidaires